

Le combat d'une vie pour le pouvoir d'achat des travailleurs : Henri Léonard (1862-1926)

Jean-Louis Delaet, historien
(Directeur du Bois du Cazier de 2001 à 2023)

*Cette contribution met en exergue le rôle d'organisateur du mouvement ouvrier socialiste carolorégien joué par Henri Léonard, tant sur les plans coopératifs, mutuellistes que syndicaux et politiques. Son influence fut capitale mais largement ignorée aujourd'hui car il n'était pas originaire du pays de Charleroi mais du canton de Seneffe qui, bien que dans l'arrondissement de Charleroi, faisait partie du bassin industriel du Centre.
Un indice : pas un nom de rue ne lui fut donné, à part dans sa commune natale de La Hestre.*

Après une présentation de son parcours militant dans le Centre, nous en viendrons à l'inlassable combat d'un homme pour le développement d'organisations dont le but premier est l'amélioration concrète du pouvoir d'achat des travailleurs du pays de Charleroi par la création de coopératives et de sociétés de secours mutuels. Avec Léonard, nous sommes bien loin des discours idéologiques qui prédisent le prochain « grand soir », mais plutôt dans un socialisme modéré réformiste souhaitant changer pas à pas la condition ouvrière par la revendication d'augmentations salariales et par l'obtention de lois sociales.

Son parcours dans le Centre

Né en 1862 à Seneffe dans une famille ouvrière, Henri Léonard termine l'école communale et est embauché à 12 ans comme aide-riveur aux Usines de Baume et Marpent à Morlanwelz, puis comme forgeron aux Ateliers de construction Hiard à Haine-Saint-Pierre. Il suit les cours de l'École industrielle de Morlanwelz où il obtient les diplômes de dessinateur-mécanicien et de machiniste-mécanicien ainsi qu'un certificat en mathématiques.¹



Dans la mobilisation qui succède aux événements sanglants de mars 1886, Léonard adhère à la Ligue ouvrière de La Hestre qui se constitue à la suite d'un meeting qui a lieu le 2 mai, dont l'orateur est Laurent Verrycken (1835-1892), un ancien internationaliste cofondateur du Parti ouvrier belge (POB) l'année précédente.²

Détail de l'affiche intitulée
« Nos représentants socialistes »,
[ca. 1894].
Institut Émile Vandervelde,
coll. des affiches électorales, cote EL/C/1.

Il devient rapidement un militant socialiste en vue et préside la ligue locale. En raison de ses compétences et de son engagement, il entre à la coopérative « Au Progrès. Société coopérative des ouvriers du Centre », créée à Jolimont (Haine-Saint-Paul) en 1885 à l'initiative de Théophile Massart (1840-1904), ancien secrétaire-trésorier de la Solidarité créée à Fayt-lez-Manage en 1869. D'abord magasinier, Léonard devient le comptable, puis le secrétaire-trésorier (1888-1894) du Progrès.

À la suite de l'échec de la liste socialiste aux élections communales de 1887, Henri Léonard fonde la Jeune garde socialiste qui sera le fer de lance de son action politique. C'est la Ligue ouvrière de la Hestre qui est à l'origine de la réunion de conciliation du 21 mai 1887 proposée aux patrons de l'industrie du bassin pour mettre fin aux grèves en cours. Elle est co-présidée par Lucien Guinotte, administrateur-directeur-général des charbonnages de Mariemont-Bascoup, et Ferdinand Cavrot (1846-1918), délégué des ouvriers, fondateur de l'Union des mineurs de La Hestre.³

Militant reconnu, Léonard fait rapidement partie du Comité fédéral des Ligues ouvrières du Centre. C'est bien à la ligne modérée du POB qu'il s'identifie et dont il se fait le porte-parole le 6 juin 1887, lorsqu'il signe avec Abel Wart (1853-1889), un ancien internationaliste et propagandiste de la Libre Pensée, au nom de la Fédération des ligues ouvrières, un appel aux patrons soulignant que :

“
Cette grève... était purement politique. On ne demandait pas de concessions au patronat, mais des droits aux législateurs... Certains d'entre nous qui avaient cherché à l'empêcher, ne crurent pas pouvoir abandonner leurs frères plus impatients dans ce moment critique... d'autant moins que dès le début se produisit une véritable anarchie... Nous, partisans du respect des lois et de l'ordre, nous ne pouvions laisser se continuer des actes qui pouvaient entraîner le pays dans une véritable guerre civile et amener la ruine du commerce et de l'industrie.”⁴

Les auteurs de ce texte conciliant se placent sur un terrain légal apaisé et recherchent la concertation avec les industriels.

Lorsque les partisans d'Alfred Defuisseaux (1843-1901), fondateur du Parti socialiste républicain, prennent le contrôle des organes dirigeants du POB dans le Centre entre 1887 et 1889, Henri Léonard disparaît des radars. Après la réunification des Partis ouvrier et socialiste républicain, comme important responsable du Progrès, il participe activement à la reconstitution de la Fédération ouvrière du Centre ainsi qu'à la renaissance de syndicats d'ouvriers métallurgistes. C'est Léonard qui y organise la mobilisation ouvrière pour la manifestation en faveur du suffrage universel à Bruxelles le 10 août 1890 et qui représente la Fédération au congrès du POB à Bruxelles le 14 septembre suivant.⁵

Il est aussi, aux côtés de Cavrot, à l'origine de la création de la Société de secours mutuels de La Hestre qui réunit mineurs et métallurgistes, qu'il représente au Congrès mutuelliste de Gand en 1890. L'année suivante se constitue la Fédération des Sociétés des secours mutuels du Centre qui rassemble 18 sociétés sur quatre arrondissements, soit en tout 3 000 affiliés.⁶

À partir de 1891, l'importance de ses charges au Progrès le tient progressivement à l'écart de l'organisation politique régionale. En 1890, il est élu conseiller communal de La Hestre sur une liste d'union avec les libéraux. Il devient échevin en 1896, bourgmestre faisant fonction en 1908 et bourgmestre en titre en 1919.



Une personnalité marquante

Pour mieux cerner le personnage, voici les extraits de deux portraits pour le moins contrastés mais aussi complémentaires qui nous permettent de mieux comprendre l'ascendant que Léonard possède sur ses camarades. Le premier est fait par un commissaire de police français qui rédige en 1893 un rapport d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans le bassin du Centre :

“
*Léonard Henri... est âgé de 32 ans, ancien forgeron... ;
n'exerce actuellement aucune profession, si ce n'est celle de factotum
à la coopérative socialiste de Jolimont où il s'occupe de l'entretien des locaux,
de la correspondance et d'un peu de comptabilité ;
c'est un garçon intelligent et décidé ; grand, longs cheveux noirs bouclés,
mine assez recherchée, il n'a pas l'air d'un ancien ouvrier... ;
cet individu fait partout une propagande socialiste acharnée ;
il s'occupe de tout, veut tout diriger, tout commander... ;
en 1891, il donnait tout son temps à l'organisation syndicale des
métallurgistes ; les meetings qu'il a donnés pour cela sont nombreux ; ... où,
bien que n'étant pas un des orateurs inscrits, il prenait toujours
la parole en fin de séance pour que chacun s'en allât
sous l'influence de ses théories subversives...
Pendant les 20 jours de grève générale qui suivirent la manifestation
du 1^{er} mai [1891], Léonard fut de toutes les réunions ;
ses discours violents lui valurent d'être accusé...
Traduit devant le tribunal correctionnel de Charleroi,
il a été condamné le 24 juillet à 30 jours de prison conditionnellement.
Accusé encore par ses camarades de tripotages dans la coopérative
dont il est le comptable, Léonard devint suspect dans le Centre ;
enfin la saisie des livres de la société de Jolimont a fini par calmer
l'ardeur révolutionnaire de cet individu qui, depuis cette époque,
paraît surveiller lui-même ses agissements.* ⁷
”

Le second portrait est du député Jules Destrée, alors jeune avocat sensible à la condition ouvrière, qui le décrit longuement dans son opuscule *Une campagne électorale au pays noir*. Il y évoque dans un récit « à clés »⁸ les semaines qui précèdent les élections législatives de 1894, sous les traits de Gillain :

“

*Destabel [Jules Destrée] revint à Sermeuse [Charleroi] avec Gillain, qu'il connaissait à peine. Ce grand garçon gauche lui avait été tout d'abord sympathique. À peu près du même âge, mais si différent, ils en vinrent vite, à cause de ces différences même peut-être, à se parler à cœur ouvert ainsi que des amis de plusieurs années. Gillain raconta sa vie, une belle vie droite et claire de travailleur : comment dès l'enfance, il avait tenu le soufflet d'une forge et joué avec les marteaux lourds ; comment il avait appris à en frapper et à assouplir le fer aux volontés humaines ; comment, joignant la théorie à la pratique, il avait suivi des cours du soir, s'était, après sa journée, courbé sur des livres et des papiers, avait passé des examens, était devenu un des premiers ouvriers métallurgistes de la contrée. Puis, tout à coup, sa vie bifurquait : les camarades avaient eu besoin de lui pour leur coopérative ; il avait abandonné l'industrie pour de modestes appointements de gérant-comptable. La coopérative se développant, il avait ainsi remué des sommes considérables. Il aimait à raconter qu'un jour, sur des dénonciations de concurrents, le parquet avait fait saisir les livres de l'exploitation ; une instruction avait été ouverte ; et après des mois, une expertise minutieuse avait relevé un centime d'erreur, erreur que lui, Gillain, avait antérieurement signalée à ses mandants ; Cette confirmation solennelle de sa probité avait encore augmenté sa popularité et son crédit près de ses camarades »⁹.
Henri Léonard est particulièrement touché par la perte de ses deux enfants dès les premières années et Destrée de continuer : « Sentimentalités délicates qu'on était surpris de trouver chez ce grand diable d'homme taillé en hercule, à l'aspect massif et brutal, qui était, au fond, doux et timide comme une jeune fille et sensible autant que laborieux et honnête. »¹⁰*

”

Meneur d'hommes, Henri Léonard semble en imposer par sa stature, son apparence, sa force de caractère, son engagement, ses qualités oratoires, sa pédagogie, ses talents d'organisateur, son sens de la conciliation et sa probité. Bien plus tard, lors de ses funérailles, le sénateur provincial du Hainaut Jules Lekeu le décrira ainsi :

“

D'aspect ? Quoi que de haute taille... à l'éloquence à l'emporte-pièce, d'une simplicité fruste et parfois brutale, sans être jamais grossière [qui] fut une révélation et une stimulation.

11

”

1894 : Un tournant

À la suite de la réforme constitutionnelle de 1893 sous la pression du mouvement ouvrier, les premières élections législatives au suffrage universel masculin tempéré par le vote plural ont lieu les 14 et 21 octobre 1894. C'est un scrutin au suffrage majoritaire à deux tours.

La composition de la liste progressiste est rendue difficile dans l'arrondissement de Charleroi en raison de la complexité des organisations en lice. Il y a la Fédération démocratique, la Chevalerie du Travail, particularités carolorégiennes, et bien entendu, la Fédération socialiste bien implantée dans le canton de Seneffe. Voici comment Jules Destrée décrit ces militants, toujours dans le même opusculé :

“

L'après-midi, Destabel était désigné pour Millereux [Familleureux] et Forest [La Hestre]. Ces deux localités étaient aussi un peu en dehors de la vie commune de l'arrondissement ; les influences de la Fédération socialiste y étaient surtout prépondérantes. Destabel qui ne les connaissait guère, fut surpris de voir tous ceux qu'il rencontra très au courant, très organisés, habitués à lire et à discuter, avec une aisance de petits parlementaires en même temps qu'une fraternité égalitaire toute républicaine. Ils lui parurent, à cet égard, plus avancés que les mineurs des environs de Sermeuse : supérieurs comme discipline et culture, mais inférieurs comme candeur, confiance et bonté ? Ils avaient la méfiance et le côté doctrinal d'une secte. Leur rigueur, si elle était déplaisante, les rendait puissants ; leur force avait eu son contrecoup sur les mœurs administratives et l'on y autorisait la Marseillaise et le Drapeau rouge.

12

”

Après bien des palabres, la liste est finalement composée de Jules Destrée et de Léopold Fagnart pour la Fédération démocratique, du mineur Jean Callewaert et du verrier Joseph Lambillotte pour la Chevalerie du travail, de Ferdinand Cavrot, d'Henri Léonard et de deux avocats bruxellois, Émile Vandervelde et Léon Furnémont, ce dernier originaire de Charleroi, pour le POB.¹³ Le scrutin majoritaire rendait impossible l'élection de députés socialistes pour l'arrondissement de Bruxelles. Tous sont élus triomphalement.

Léonard est un des trois hommes du Progrès à être élu député, chacun dans un arrondissement différent, Charleroi pour ce qui le concerne, Thuin pour Eugène Rousseau et Soignies pour Jules Mansart, ce qui souligne l'importance prise par cette coopérative dans le développement des organisations ouvrières du Centre, mais aussi du pays de Charleroi.



Henri Léonard siège jusqu'en 1926, soit pendant dix mandats sans discontinuer. Son activité parlementaire réside plutôt dans une forme de « témoignage de la condition ouvrière », même s'il signe les propositions de loi des parlementaires socialistes. Son action porte essentiellement sur l'organisation des forces ouvrières. À la suite des élections, le POB adopte une politique plus offensive et s'introduit au pays de Charleroi par l'intermédiaire de la coopérative et de la mutualité qui seront les œuvres de Léonard. Ces missions confirment la grande confiance dont ce dernier jouit au

BERTRAND L., *Histoire de la coopération en Belgique : Les hommes - les Idées - Les Faits*, t. 2, Bruxelles, DECHENNE et Cie, 1903, p. 385 (icône n° 73).

sein du POB. Dans les deux cas, on prend comme base le bassin du Centre, utilise ses ressources en hommes et en argent, et copie son modèle d'organisation, c'est-à-dire l'établissement d'un réseau dense de sociétés de secours mutuels et d'une coopérative puissante qui permettent ensuite le développement syndical.¹⁴

Dans l'accomplissement de cet objectif, la Chevalerie du travail représente un obstacle de poids.¹⁵ Introduite au pays de Charleroi par les souffleurs de verre, ouvriers spécialisés attirés par des salaires mirobolants aux États-Unis, elle est à bien des égards en opposition avec les autres formes d'organisation ouvrière. Les liens rompus en 1889 avec les Américains, elle s'érige en « Assemblée d'État des Chevaliers du travail belges » en 1890 et ne rassemblera bientôt plus que les mineurs. Le succès de la grève de janvier 1890 qui mobilise 12 000 mineurs, qui arrachent aux patrons charbonniers une augmentation de salaires de 15 % et la journée de travail de 9 heures, contribue fortement à son enracinement et à l'aura de son « grand maître », Jean Callewaert (1846-1918).

Sur le plan de la coopérative, la Chevalerie du travail y est peu favorable par crainte de créer des tensions au sein de la communauté minière. Expression d'un monde avec toutes ses composantes, elle englobe le petit commerce qui est la réalité quotidienne de la commune ouvrière. Elle est confortée dans cette position de « collaboration de classe » par Jules Bufquin des Essarts, directeur du *Journal de Charleroi* qui, tant dans ses articles que ses publications, prône l'union du peuple et de la bourgeoisie dans un équilibre entre le travail et le capital.¹⁶ La méfiance de la Chevalerie du travail est moins grande à l'égard des sociétés de secours mutuels, dont le principe est reconnu. Mais elle souhaite qu'elles soient indépendantes du syndicat, que celui-ci n'adopte pas le principe des bases multiples, c'est-à-dire l'affiliation conjuguée aux mutualités et aux coopératives du POB, notamment par peur de voir diminuer l'esprit combatif. Sur le plan politique, constituée sur une base uniquement économique à la différence de la Fédération des mineurs du POB, la Chevalerie du travail refuse l'affiliation à la Fédération socialiste, d'autant plus qu'existe également la Fédération démocratique.

L'organisateur du mouvement ouvrier carolorégien

Henri Léonard impulse l'organisation du mouvement ouvrier carolorégien dès 1895. Tout comme il a été formé par d'anciens internationalistes, il s'entoure pour accomplir la mission qui lui est confiée par le POB, de jeunes militants qui poursuivront son action.

L'organisation coopérative

“

Le nombre de mutualités et de coopératives qu'il a fondées ou réorganisées ne se compte plus ! Excellent comptable, connaissant à fond la pratique de la coopération, au courant des détails de la fabrication du pain, H. Léonard a été chargé, différentes fois, de remettre sur pied certaines coopératives dont la situation était compromise par suite d'une mauvaise administration, et c'est grâce à son opiniâtreté, à son énergie, qu'il a relevé plusieurs de ces forteresses du Parti ouvrier. Depuis quelques années, c'est surtout dans le bassin de Charleroi que Léonard s'occupe de l'organisation coopérative.

17

”

Léonard conseille des coopératives locales, en particulier la boulangerie La Concorde de Roux, en voie de formation dès 1892, qui souhaite devenir une succursale du Progrès, mais il lui suggère sans succès qu'elle devienne la boulangerie fédérale pour l'ensemble du bassin de Charleroi. Le dossier évolue après son élection comme député de Charleroi et Léonard fait, en 1895, de la Concorde la boulangerie régionale qu'il espérait en l'adossant à la Fédération des mutualités créée la même année.¹⁸

Le succès est au rendez-vous. Le nombre d'affiliés épouse peu à peu le nombre d'affiliés de la Fédération mutuelliste et elle devient la principale coopérative du bassin. Léonard en est l'administrateur-délégué à la mort de son fondateur Henri Guesse (1853-1901) avec, pour adjoint, Nicolas Souplit (1883-1937), le gendre de ce dernier. Il la représente lors de la



création de la Fédération des sociétés coopératives de Belgique en 1900 dont il devient l'un des administrateurs. Il participe à des congrès internationaux de la coopération, notamment à Paris en 1900.¹⁹

Ses efforts pour unifier le mouvement coopératif, véritable colonne vertébrale du POB, s'amplifient encore :

“

Une plus grande société se dessine par l'évolution des sociétés locales, par la fusion au sein d'une société générale avec ses vastes magasins, ses maisons du peuple, ses boulangeries, ses fabriques de toutes sortes, le tout couronné par la banque ouvrière recevant les produits des opérations commerciales et les épargnes des travailleurs.

²⁰

”

Mais l'esprit localiste subsiste et la progression de la Concorde se ralentit au fur et à mesure de la venue d'autres petites coopératives parfois concurrentes au niveau communal.

La centralisation coopérative prend forme avec l'Union des coopérateurs créée en 1919, mais elle ne comprend pas la Concorde. À Roux, les coopérateurs veulent conserver un caractère foncièrement ouvrier de la société et restent attachés à leurs habitudes commerciales. Léonard quitte alors la direction de la Concorde et il peut compter, pour le développement de la nouvelle coopérative régionale, sur Alfred Lombard (1864-1940) de la Citadelle du progrès à Souvret et Eugène Van Walleggem (1882-1964) de la Coopérative des métallurgistes de Couillet qui s'adjoint le jeune comptable Julien Papart (1889-1965), promis à un bel avenir. En 1925, quelques mois avant sa disparition, Léonard connaît la joie d'assister à l'inauguration du Palais du Peuple en plein cœur de Charleroi.

L'organisation mutualiste

En 1895, Léonard détache de la Fédération du Centre cinq sociétés mutualistes locales situées à Gosselies (centre et Sars-lez-Moines), Goutroux, Jumet et Roux pour servir de point d'appui à la création d'une Fédération des sociétés de secours mutuels socialistes de Charleroi sur le modèle de celle du Centre avec aide en cas de maladie ou d'accident de travail, aide aux familles des membres décédés, etc. Elle regroupe 33 sociétés à la fin de 1896 et 44 sociétés avec plus de 7 000 membres en 1901. Léonard remplit les fonctions de secrétaire-trésorier à titre gracieux mais, en 1899, il se tourne vers la Concorde pour lui proposer un homme capable de remplir cette fonction. Ce sera Émile Demoulin (1870-1948), un ancien métallurgiste de Monceau-sur-Sambre qui, comme beaucoup d'autres employés des coopératives, avait été licencié pour son action syndicale, il remplira aussi les fonctions de secrétaire permanent de la Fédération des métallurgistes.²¹ Les liens étroits entre les deux organisations seront personnifiés plus tard par Arthur Gailly (1892-1974).

Affiche du Syndicat des métallurgistes de Charleroi
appelant les ouvriers métallurgistes à rejoindre les rangs du mouvement,
Charleroi, s.d. (IEV).

RiR



Le Syndicat des Métallurgistes Socialistes vous appelle et vous invite à rejoindre la grande armée des travailleurs du fer.

**La Centrale des Métallurgistes de Belgique groupe 120.000 membres.
La Fédération de Charleroi en compte 23.000.**

Il n'y a qu'un syndicat patronal; il ne doit y avoir qu'un syndicat ouvrier : "L'Union fait la Force".

Métallurgistes, unissez-vous!

En 1910, avec plus de 10 000 membres, par l'affiliation à base multiple à ses caisses de secours, la mutualité socialiste l'emporte en importance sur la mutualité neutre, créée en 1889 et très présente à Charleroi. La création d'une caisse de réassurance, La Prévoyance mutuelle, pour l'ensemble des organisations locales, permet d'obtenir les aides médico-pharmaceutiques. Léonard est par ailleurs fondateur et administrateur de la société coopérative d'assurances, La Prévoyance sociale, créée par le POB en 1907.²²

L'organisation syndicale

Après une première tentative d'intégration de la Chevalerie du Travail avortée en 1895, Léonard peut compter sur Edouard Falony (1861-1939) et Alfred Lombard, deux anciens chevaliers du travail, militants inlassables de la Fédération des mineurs, qui œuvrent au rapprochement des deux organisations syndicales. Elle aboutit en 1905 à la fusion sous la forme d'une adhésion à un syndicat à bases multiples dont Callewaert est le président et Falony le secrétaire. Les Carolorégiens prennent enfin la place qui leur revient au sein de la Fédération nationale des mineurs. Des sections de chevaliers du travail refusent néanmoins la fusion.²³

Sur le plan des métallurgistes, la Fédération régionale est fondée le 1^{er} décembre 1900, le jour chômé de la Saint-Éloi. Soutenue financièrement par la Concorde, elle possède une caisse de chômage, de pension et de décès. En 1912, Léonard appelle Eugène Van Wallegghem qui succède à Émile Demoulin comme permanent de la Fédération des métallurgistes. Après la Grande Guerre, à la suite d'une importante mobilisation des travailleurs de la sidérurgie en pleine reconstruction, le député Léonard interpelle le gouvernement à la Chambre sur le refus patronal de négocier. Le 11 mars 1919, la première réunion paritaire entre patrons et syndicats a lieu sous l'égide du Premier ministre Léon Delacroix qui aboutit à la reconnaissance syndicale.²⁴ Il y représente les métallurgistes de Charleroi avec Van Wallegghem. L'année suivante, les deux hommes obtiennent la création de la Fédération des syndicats du bassin de Charleroi lors d'une assemblée qui a lieu le 19 septembre à la Maison du peuple de Couillet.²⁵ La création de cet ancêtre lointain de la FGTB régionale représente l'un des derniers faits d'armes de Léonard.

L'organisation politique

En 1895 naît la Fédération socialiste de l'arrondissement de Charleroi dont l'ambition est de regrouper toutes les forces ouvrières. Elle est dirigée par son secrétaire, Henri Léonard. Son ancrage carolorégien est consolidé par son remplacement en 1901 par Émile Demoulin et en 1903 par Edouard Falony. En 1904, enfin, l'unité politique a lieu avec la Fédération démocratique fondée par Jules Destrée et le député permanent de la province de Hainaut Paul Pastur, qui rejoignent pleinement le POB, au sein d'une nouvelle fédération présidée par Pastur. Le secrétaire fédéral est Falony auquel succèdent Cavrot en 1906 et Souplit en 1908, deux autres proches de Léonard.

Les missions données aux mutualités, aux coopératives et aux syndicats sont d'améliorer immédiatement le sort des affiliés et de soutenir l'action politique du POB. Mais la faiblesse de l'action syndicale jusqu'à la Première Guerre mondiale consacre au sein du mouvement socialiste la primauté de l'ancrage économique et social réformiste des coopératives de consommation et des caisses de secours mutuels que Léonard personifie au niveau carolorégien.

Ce dernier réussit, en utilisant les méthodes qui portent leurs fruits dans le Centre, à développer les organisations mutualistes, coopératives et syndicales (métallurgistes) affiliées au POB, et à diminuer l'influence relative des verriers et des mineurs (chevaliers du travail) sur le mouvement ouvrier régional.²⁶ L'unification des forces ouvrières au sein du parti est presque complète en 1905. Affaibli par la maladie à partir de 1921, Léonard passe le relais aux hommes qu'il a formés : Alfred Lombard à l'Union des coopérateurs, Émile Demoulin aux Mutualités socialistes, Eugène Van Wallegghem à la Fédération des métallurgistes et Nicolas Souplit à la Fédération socialiste ; mais son véritable successeur sera le député Arthur Gailly. D'imposantes funérailles civiles lui sont organisées par la Concorde, auxquelles assistent 6 000 personnes, selon *Le Peuple*.²⁷ ■



Notes de fin

- 1 BERTRAND L., *Histoire de la coopération en Belgique. Les hommes - Les idées - Les faits*, t. 2, Bruxelles, 1903, p. 378.
- 2 DE LA SOCIALE, *Histoire du socialisme et de la coopération dans le Centre*, préface d'Émile Vandervelde, La Louvière, 1894, p. 214.
- 3 MOTTEQUIN P., « Les grèves de 1886 à 1888 dans les charbonnages du Centre », *Annales du cercle archéologique et folklorique de la Louvière et du Centre*, Études régionales 9 & 11, 1972- 1973, p. 70.
- 4 PUISSANT J., « Léonard Henri », notice biographique, *Le Maitron. Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social*, version mise en ligne le 8 décembre 2014, dernière modification le 25 octobre 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article168276>.
- 5 JORIS F., *1885-1985. Histoire des fédérations. Soignies-Thuin*, Bruxelles, Présence et Action culturelles, 1985 (coll. Mémoire ouvrière, n° 10), p. 38-39.
- 6 *La solidarité, une vieille idée d'avenir, la Mutualité socialiste du Centre et de Soignies à vos côtés depuis 1881*, s.l., s.d., p. 8-9.
- 7 « Rapport d'ensemble sur l'organisation ouvrière dans le bassin du Centre belge par le Commissaire spécial de police à Feignies le 20 mars 1893 », publié dans PUISSANT J., *Sous la loupe de la police française, le bassin industriel du Centre (1885-1893)*, vol. 23, Haine-Saint-Pierre, Cercle d'histoire et de folklore Henri Guillemin, 1988, p. 54-55.
- 8 Le roman à clés est un sous-genre romanesque dans lequel certains personnages (ou tous les personnages) dépeignent, de manière plus ou moins explicite, des personnes réelles.
- 9 DESTRÉE J., *Une campagne électorale au Pays noir*, Bruxelles, Paul Lacomblez, 1895, p. 33-34.
- 10 *Ibidem*.
- 11 *Le Peuple*, 22-23 août 1926.
- 12 DESTRÉE J., *Une campagne électorale...*, p. 46-47.
- 13 POTY F. et DELAET J-L., *1885-1985. Histoire des fédérations. Charleroi*, Bruxelles, 1985 (coll. Mémoire ouvrière n° 3), p. 14-15.
- 14 PUISSANT J., « Léonard Henri » ...
- 15 MICHEL J., « La Chevalerie du travail (1890-1906) force ou faiblesse du mouvement ouvrier belge », *Revue belge d'histoire contemporaine*, 1-2, 1978, p. 117-164.

- 16 DELAET J-L., « Bufquin des Essarts Jules », dans NEUVILLE J. (dir.), *Dictionnaire biographique des militants du mouvement ouvrier en Belgique. Histoire du mouvement ouvrier en Belgique*, t. 1 : A-B, Bruxelles, Vie ouvrière, 1996, p. 239-242 ; DELAET J-L., « Bufquin des Essarts Jules », notice biographique, *Le Maitron. Dictionnaire biographique. Mouvement ouvrier, mouvement social*, rubrique Belgique, version mise en ligne le 29 octobre 2014, dernière modification le 2 mai 2020, <https://maitron.fr/spip.php?article166975>.
- 17 BERTRAND L., *Histoire de la coopération en Belgique...*, p. 379.
- 18 *Ibidem*, p. 534.
- 19 DUQUESNE F., *Histoire de la société coopérative de Roux*, Gand, Volksdrukkerij, 1906.
- 20 SERWY V., *La coopération en Belgique*, t. 4 : *La vie coopérative - Dictionnaire biographique*, Bruxelles, 1952, p. 187-188.
- 21 VAN OUTRIVE J. et SOUBRY L., « La Fédération des métallurgistes de Charleroi (1900-1940) : 40 années d'actions au service de la classe ouvrière », *CMB-Inform*, septembre 1987, p. 93-119.
- 22 PUISSANT J., « Léonard Henri » ...
- 23 MICHEL J., « Un maillon plus faible du syndicalisme minier : la Fédération nationale des mineurs belges avant 1914 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. 55, fasc. 2, 1977, p. 425-473.
- 24 SPELKENS É., *Contribution à l'histoire de la centrale des métallurgistes de Belgique dans l'entre-deux-guerres*, Mémoire présenté pour l'obtention du grade de licenciée en histoire, Bruxelles, ULB, année académique 1970-1971, p. 76 et 89.
- 25 POTY F., *Histoire de la démocratie et du mouvement ouvrier au pays de Charleroi*, t. 2, Charleroi, Présence et Action culturelles, 1979, p. 107.
- 26 PUISSANT J., « Léonard Henri »...
- 27 *Le Peuple*, 22-23 août 1926.